

# ASSEMBLEE DE CORSE

## DELIBERATION N° 95/66 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE RELATIVE A UNE GARANTIE D'EMPRUNT ACCORDEE A LA COPACOR

SEANCE DU 21 JUILLET 1995

REÇU LE

- 7. AOÛT 1995

PREFECTURE DE CORSE

L'An mil neuf cent quatre vingt quinze, et le vingt et un Juillet, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Nicolas ALFONSI, 1er Vice-Président.

### ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Marie-Josée BELLAGAMBA, Eugène BERTUCCI, Dominique BUCCHINI, Dominique BURESI, Pierre-Philippe CECCALDI, Joseph-Antoine CHIARELLI, Jean-Charles COLONNA, Paul COMBETTE, Jules-Laurent FERRANDI, Jacques FIESCHI, Jean JALPI, Norbert LAREDO, Pierre-Jean LUCIANI, Toussaint LUCIANI, Marie-Paule MANCINI-NERI, Emile MOCCHI, Paul-Donat POLI, Simon-Jean RAFFALLI, Paul SCARBONCHI, Jean-François STEFANI, Jean-Guy TALAMONI, Alphonse TAMBURINI, Michel VALENTINI; Marie-Jeanne VIDAILLET-PERETTI

### ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR:

M. Edouard CUTTOLI à M. Jean JALPI  
M. Antoine GAMBINI à M. Vincent AVOGARI DE GENTILI  
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Simon-Jean RAFFALLI  
M. Ours-Ange-Pierre GRIMALDI à Pascal ARRIGHI  
M. François MOSCONI à M. Michel VALENTINI  
M. Jules-Paul NATALI à M. Marie-Paule MANCINI-NERI  
M. Pierre-Timothée PIERI à Emile MOCCHI  
M. Jean-Paul de ROCCA-SERRA à M. Jean-Charles COLONNA

**ETAIENT ABSENTS : MM.**

Jean-Louis ALBERTINI, Henri ANTONA, Jean-Marc BALESi, Dominique BIANCHI, Jean BIANCUCCI, Pierre-Jean CASTA, Jean-Baptiste LANTIERI, Félix LUCIANI, Paul-Antoine LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Michel MORETTI, Paul PERFETTINI, Pierre POGGIOLI, Paul QUASTANA, Joseph SISTI

**L'ASSEMBLEE DE CORSE**

- VU** la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86/972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 91/428 du 13 mai 1991 portant statut de la Collectivité Territoriale de Corse,
- VU** la délibération n° 94/163 AC relative à la situation financière de la COPACOR
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif,

**REÇU LE****- 7. AOÛT 1995****APRES EN AVOIR DELIBERE****PREFECTURE DE CORSE****ARTICLE PREMIER :**

**DECIDE** d'accorder la garantie de la Collectivité Territoriale de Corse à 50 % du prêt consenti par la caisse de crédit agricole à l'entreprise COPACOR, pour une durée de 10 ans, à compter de sa mise en place.

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

- Objet : Mise en place du protocole amiable réalisé le 20 avril 1995.
- prêt à moyen terme,
- montant de 8 MF,
- durée de 15 ans,
- taux de 8,6 %.

**AUTORISE** le Président du Conseil Exécutif à signer tous les documents et pièces y concourant.

**ARTICLE 2 :**

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

Pour copie certifiée conforme à l'original,  
Pour le Président de l'Assemblée de Corse  
et par délégation,  
L'Administrateur Général des Assemblées

  
José COLOMBANI

Ajaccio, le 21 Juillet 1995

Le Président de l'Assemblée de Corse,



Dr Jean-Paul de ROCCA SERRA

RECUEIL  
- 7. AOÛT 1995  
PREFECTURE DE CORSE